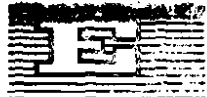


NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.14/128/Add.1
17 janvier 1962

Original: FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Quatrième session
Addis-Abéba, février - mars 1962
Point 6 de l'ordre du jour provisoire

DOCUMENT DE TRAVAIL SUR LE PROJET
D'ETABLISSEMENT D'UN INSTITUT AFRICAIN DE
DEVELOPPEMENT ET DE PLANIFICATION

(Note préparée par le secrétariat)

Note.- Ce document a été publié aussi sous la cote E/CN.14/ESD/14.

NOTE

Ce document est une version révisée d'un document de travail sur le projet d'établissement d'un Institut Africain de développement et de planification préparé par le secrétariat pour servir de base de discussion au groupe d'experts qui s'est réuni à Addis-Abéba du 4 au 7 décembre 1961 (voir document E/CN.14/128).

Table des matières

	Paragraphes
I. Origine du projet	1 - 6
II. Fonctions de l'Institut	7 - 29
A - Enseignement	9 - 17
B - Recherche	18 - 24
C - Service consultatif	25 - 29
III. Organisation de l'Institut	30 - 41
A - Etapes de croissance de l'Institut	30 - 31
B - Recrutement du personnel	32 - 36
C - Relations extérieures de l'Institut	37 - 40
D - Localisation du projet	41
IV. Conclusion - Questions importantes	42

PROJET D'ETABLISSEMENT D'UN
INSTITUT AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT
ET DE PLANIFICATION

I. Origine du projet

1. Depuis sa création, la Commission économique pour l'Afrique n'a cessé d'inscrire à l'ordre du jour de ses sessions annuelles le problème des moyens de formation offerts aux Etats africains dans le domaine de la planification économique et sociale. Se référant aux diverses résolutions de la Commission, notamment aux résolutions 16 et 17 (II), le Secrétariat a décidé de mettre en oeuvre à titre permanent un "programme accéléré d'études et de formation destiné à pourvoir au besoin croissant d'économistes, de statisticiens, de fonctionnaires des administrations publiques et de directeurs d'industries capables de traiter les problèmes de la programmation du développement et d'en utiliser les techniques".^{1/}

2. Lors de sa troisième session (7 - 18 février 1961), la Commission a noté avec intérêt la déclaration du Secrétaire exécutif, selon laquelle des négociations ont été engagées en vue de la création d'un Institut de formation et de recherche sur le développement économique et social. Cet Institut aidera les pays africains dans les travaux de recherche appliquée nécessaires à leurs plans de développement économique et assurera ainsi une formation pratique aux techniciens africains associés à son activité, soit dans les divers pays, soit au sein de l'Institut.

^{1/} Projet 41-02, Programme de travail à ordre de priorité pour 1961-62. Rapport de la 3ème session de la C.E.A.

3. L'idée d'un Institut africain de planification était ainsi lancée; elle devait bientôt être reprise par tous les pays indépendants d'Afrique qui présentaient à l'Assemblée générale de l'O.N.U. un projet de résolution (A/C.1/L.171/Rev.1) en date du 12 avril 1961, tendant à la création en Afrique d'un Institut de Développement.

4. Si l'on considère que ECLA a déjà pris une initiative semblable et que ECAFE s'apprête à en faire autant, on constate que dans ces trois régions, le même besoin est ressenti d'établir un Institut pour la formation et le perfectionnement des cadres nationaux de la planification. Peut-être la situation particulière de l'Afrique rend-elle encore plus urgente la création d'un tel organisme qui peut jouer un rôle fondamental dans l'accélération du progrès économique et social du continent africain, et devenir un instrument privilégié de l'assistance technique internationale en même temps qu'un outil de travail précieux aux mains de la Commission économique pour l'Afrique.

5. Deux considérations majeures militent en faveur de la mise en train rapide d'un Institut africain de développement et de planification.

a) L'idée de planification gagne du terrain en Afrique, au fur et à mesure que les pays de cette région accèdent à l'indépendance et que leurs dirigeants assument la responsabilité de conduire leurs peuples sur la voie du développement économique et social. Il est facile de comprendre cette tendance vers la planification, qui s'exprime de plus en plus fortement dans les pays du Tiers-Monde. En premier lieu, les capitalismes nationaux, dans la plupart de ces pays, sont incapables d'assurer par eux-mêmes une croissance rapide de l'économie. En second lieu, le secteur public est appelé à développer considérablement son activité non seulement dans le domaine de l'infrastructure économique et sociale (transports et éducation,

par exemple), mais aussi dans les secteurs productifs (agriculture et industrie), justement parce que l'initiative privée se révèle insuffisante à développer ces secteurs. Enfin, l'insuffisance des ressources matérielles et en cadres comparée avec la multitude et l'étendue des objectifs économiques et sociaux à atteindre, conduit les gouvernements à fixer des objectifs limités dans le temps et à répartir les moyens de la nation selon un ordre de priorité, ce qui suppose des choix et implique par là même l'idée de planification.

b) Mais au moment où les jeunes Etats d'Afrique veulent adopter cette politique de planification économique, ils se heurtent à un obstacle sérieux : l'insuffisance des cadres nationaux, rompus aux méthodes et aux techniques de la planification. Parmi les élites formées dans le passé, peu ont reçu une formation d'économistes, et encore moins une formation de planificateurs. Dès lors, tous les pays d'Afrique sans exception ressentent actuellement un besoin pressant de formation et de perfectionnement des cadres nationaux de la planification. Pour le moment, la formation se fait plus ou moins bien sur le tas, au contact d'experts étrangers et d'une manière très empirique; les intéressés eux-mêmes se rendent compte que cette formation empirique est insuffisante et qu'il faut des moyens de formation mieux organisés et plus systématiques.

6. La création d'un Institut africain de développement et de planification répond donc à des besoins réels exprimés par tous les pays indépendants d'Afrique qui ont pris l'initiative de la résolution du 12 avril 1961. Pour s'adapter à ces besoins, l'Institut projeté doit tenir compte de deux facteurs :

- la variété des stades de développement auxquels sont parvenus les pays d'Afrique, sous l'influence de conditions naturelles et humaines diverses;
- la spécificité des problèmes de développement posés au continent africain qui requiert un effort de recherche original

sur ces problèmes, l'Afrique ne pouvant se contenter de copier servilement les techniques et les expériences des autres continents.

On peut, à cet égard, distinguer dans cette région trois groupes de pays selon l'état d'avancement de l'organisation des travaux de planification :

- a) les pays qui disposent d'un organisme de planification et ont entrepris l'élaboration d'un véritable plan de développement avec plus ou moins de réussite;
- b) les pays qui ont créé un organisme de planification en vue d'élaborer un plan de développement économique et social;
- c) les pays qui n'élaborent encore que des programmes pluri-annuels de dépenses publiques.

Cette diversité de situation commande à l'Institut de démarrer ses activités d'une manière très souple et empirique. Toutefois, on peut prévoir que les activités de l'Institut graviteront autour de trois pôles : l'enseignement, la recherche et la consultation.

II. Les fonctions de l'Institut

7. L'Institut africain de développement et de planification fonctionnera sous les auspices de la Commission économique pour l'Afrique; d'étroites relations devront donc être organisées entre l'Institut et le secrétariat de la Commission.

8. Dans une première phase, l'activité principale et prioritaire de l'Institut sera constituée par la formation et la recherche directement reliées aux besoins de l'enseignement. Il s'agit en effet de doter assez rapidement les Etats africains de cadres de la planification économique et sociale qui leur font actuellement défaut. Mais pour que la formation donnée par l'Institut

réponde aux besoins réels, il faudra que l'enseignement repose sur les résultats de recherches nouvelles effectuées sur les conditions actuelles du développement économique et social des pays africains.

Ultérieurement, lorsque la réputation de l'Institut aura été établie en matière d'enseignement et de recherche, on pourra espérer qu'il sera en mesure de donner aux gouvernements qui feront appel à lui des services de consultations dans le domaine de la planification.

A. L'enseignement

9. Il est communément admis que la formation universitaire est loin de suffire à la formation des cadres nationaux de planification. Les institutions universitaires d'Afrique sont peu nombreuses et la plupart d'entre elles restent marquées par deux caractères qui les rendent inadéquates à la formation de planificateurs : d'une part, l'enseignement n'est souvent que théorique; d'autre part, les outils d'analyse économique qu'elles utilisent sont ceux des pays développés d'Europe ou d'Amérique.

10. D'ailleurs la Conférence des Recteurs d'Universités d'Afrique qui s'est réunie à Khartoum en décembre 1960 a reconnu implicitement les insuffisances de l'enseignement des sciences économiques actuellement dispensé en Afrique; certaines des recommandations qu'elle a formulées ouvrent la voie à une collaboration fructueuse entre les Universités et le futur Institut africain de planification. La Conférence a recommandé en particulier :

- a) que les futurs professeurs d'universités ainsi que les fonctionnaires publics puissent être admis dans les établissements de formation bénéficiant d'un appui international;
- b) d'étudier la création d'un centre de formation pour l'établissement et l'évaluation des projets de développement, qui réunirait des économistes et des techniciens;

- c) d'établir à l'intention des universités africaines un programme concret de recherche portant sur l'économie et les matières connexes et évaluer les moyens nécessaires pour lesquels on aurait besoin d'une assistance afin d'exécuter le programme.

11. La création d'un Institut africain de développement de planification répondrait aux vœux des Universités d'Afriques, notamment à celui exprimé au paragraphe 8 b). Cependant, il ne s'agira pas pour l'Institut de délivrer des diplômes, mais de former des hommes qui sachent combiner la réflexion et l'action. On réaliserait ainsi une formation pratique des administrateurs chargés du développement économique qui compléterait leur formation universitaire forcément académique; les praticiens recevraient de leur côté la formation théorique de base qui pourrait leur manquer s'ils n'ont pas eu l'occasion de poursuivre des études universitaires.

12. On pourrait classer les stagiaires susceptibles d'être recrutés par l'Institut en 3 catégories :

- a) Hauts fonctionnaires servant dans les Administrations économiques (plan, industrie, commerce, agriculture, etc.);
- b) Jeunes fonctionnaires engagés dans les travaux de planification, soit au niveau des organismes centraux de planification, soit dans les départements techniques;
- c) Etudiants qui se destinent à occuper dans l'administration publique ou privée des fonctions en relation avec la planification économique et sociale.

La priorité pour l'accès à l'Institut serait donnée aux deux premières catégories de stagiaires, représentées par des fonctionnaires engagés dans les travaux de planification; c'est en effet ces catégories qu'il faut avant tout former ou perfectionner dans les techniques et méthodes de planification.

13. Le contenu de l'enseignement qui sera dispensé par l'Institut a fait l'objet d'un examen attentif et de recommandations détaillées de la part du groupe d'experts qui s'est réuni à Addis-Abéba du 4 au 7 décembre 1961 (E/CN.14/ESD/18). Trois formules d'enseignement sont envisagées :

- a) des cours de 9 mois ayant pour objet l'enseignement des techniques de planification;
- b) des cours de trois mois pouvant comporter deux variantes :
 - l'une consistant à présenter les méthodes généralement utilisées dans la préparation des plans (enseignement de caractère général qui pourrait être conçu comme une préparation indirecte à l'enseignement de planification qui s'étend sur 9 mois); l'autre mettant l'accent sur l'un des problèmes particuliers du développement intéressant une catégorie particulière de stagiaires (enseignement de caractère spécialité à l'intention de fonctionnaires qui ne peuvent pas suivre le cours de planification de 9 mois);
- c) des séminaires de quelques semaines organisés pour les hauts fonctionnaires sur des thèmes se rapportant à des problèmes ou à des techniques spécifiques.

14. Le nombre de cours ou séminaires susceptibles de fonctionner chaque année dépendra de l'effort que consentiront les gouvernements pour envoyer des stagiaires à l'Institut. Une première consultation effectuée auprès de 7 gouvernements africains en novembre 1961 a révélé l'intérêt que ces pays portent au projet et leur préférence pour l'organisation de cours centralisés au siège de l'Institut. Cet intérêt et ce choix devraient entraîner de la part des gouvernements un effort continu de prospection et de sélection des stagiaires, pour que leur nombre atteigne assez rapidement une quinzaine au minimum pour le cours de 9 mois et 30 à 40 pour les cours de 3 mois.

15. Dans l'hypothèse où les gouvernements, en raison même de la pénurie de personnel dont ils souffrent, ne pourraient pas libérer un assez grand nombre de fonctionnaires pour suivre des cours de quelques mois à l'extérieur, l'Institut devrait envisager de rapprocher les moyens de formation des utilisateurs par une décentralisation de ses activités dans les pays. Cette décentralisation présenterait d'ailleurs un certain nombre d'avantages : elle permettrait de toucher directement les cadres nationaux de la planification qui ressentent vivement le besoin d'un perfectionnement et d'un approfondissement de leurs méthodes de travail; elle donnerait au personnel de l'Institut, par le contact direct avec les pays, une connaissance concrète des problèmes humains et techniques qu'affrontent les pays africains dans la planification de leur développement économique. Enfin, en s'appuyant sur les Universités et les centres de formation existants en Afrique, la décentralisation des activités de l'Institut conduirait à renforcer la coopération inter-africaine tout en stimulant les activités nationales de formation.

16. Dès le début l'Institut essayera d'inculquer à tous les stagiaires l'idée que la planification du développement économique est une technique inter-disciplinaire. C'est pourquoi les économistes devraient recevoir des cours élémentaires de technologie industrielle et agricole; les planificateurs spécialisés dans l'un ou l'autre secteur devraient être initiés aux principes essentiels de la science économique moderne; les administrateurs publics devraient avoir l'occasion de se familiariser avec l'économie et les éléments de technologie industrielle et agricole. Tous enfin devraient acquérir des connaissances solides sur les aspects sociaux du développement. Les statistiques économiques et industrielles, l'utilisation des statistiques et des comptes économiques pour l'élaboration des plans feraient également l'objet d'un enseignement pour tous.

En plus des cours et séminaires, des voyages d'études organisés pour étudier sur place des projets concrets de développement renforceraient chez tous les stagiaires l'idée que la planification requiert la collaboration de toutes les disciplines.

17. Les problèmes de langue d'enseignement méritent un examen attentif. Il importe de poser le principe que l'Institut aura, comme la Commission, deux langues officielles : le français et l'anglais. C'est à cette condition que l'Institut répondra à sa vocation panafricaine de réunir des stagiaires de tous les pays, quelle que soit leur langue de travail, les habituant ainsi à étudier leurs problèmes dans un cadre multinational. Il ne faudrait pas cependant sous-estimer les difficultés qui surgiront dans la pratique lorsque l'Institut aura à faire fonctionner des stages réunissant des groupes linguistiques différents; on ne pourra pas compter sur l'interprétation simultanée pour résoudre ces difficultés. Par conséquent, il est essentiel que l'Institut dispose d'un corps d'enseignants bilingues et organise à l'intention des stagiaires qui en auraient besoin des cours intensifs de français et d'anglais.

B. La recherche

18. Les services de formation et de consultation que procurerait l'Institut ne pourront répondre pleinement aux besoins spécifiques des pays africains que s'ils reposent sur les résultats de recherches nouvelles concernant le développement économique de ces pays. On n'insistera jamais assez sur la pauvreté de l'Afrique en moyens de recherche sur ses propres problèmes, notamment économiques. Les études et publications concernant le développement économique de l'Afrique sont souvent le fait de centres de recherches établis à l'extérieur de l'Afrique. Ce sont ces études et publications qui nourrissent pratiquement l'enseignement supérieur sur les problèmes économiques africains.

19. Les possibilités des recherches existant actuellement en Afrique sont trop faibles pour soutenir les vocations de chercheurs africains qui se font jour ci et là; cette situation conduit les professeurs des sciences économiques des universités africaines à juger plus utile de maintenir le contact avec leurs collègues des universités d'Europe et d'Amérique que de se prêter aux rencontres et échanges dans la région.

20. L'Institut peut être un moyen non négligeable de briser l'isolement dans lequel vivent les chercheurs et les universitaires d'Afrique; il doit jouer le rôle de carrefour des universités africaines à l'occasion de séminaires de perfectionnement ou de colloques organisés sur des thèmes africains; il doit également constituer un trait d'union entre les quelques centres de recherches établis en Afrique et les centres plus importants qui existent en Europe et en Amérique. Bref, l'Institut africain de Développement et de Planification peut et doit occuper une place de choix dans l'organisation et le fonctionnement de la recherche économique africaine, que celle-ci soit établie en Afrique ou à l'extérieur de l'Afrique.

21. Si le projet est présenté sous ce jour aux institutions universitaires et scientifiques intéressées au développement économique des pays africains, on peut espérer qu'il recevra le soutien actif de ces divers organismes nationaux ou internationaux. Mais pour que l'Institut soit à la hauteur des espoirs que les pays africains peuvent placer en lui, il faut qu'il apporte un esprit nouveau à la recherche africaine et se donne un programme de travail nettement orienté vers les problèmes spécifiques du développement de ces pays.

22. Introduire un esprit nouveau dans la recherche économique appliquée aux pays africains, signifie avant tout que les chercheurs doivent se placer dans la perspective d'un développement économique authentiquement national, sans cependant exclure les solidarités

régionales ou internationales commandées par la géographie ou l'histoire. La plupart des pays indépendants d'Afrique engagent une double lutte pour leur développement et leur libération économique : lutte contre les facteurs internes du sous-développement qui implique de profondes réformes de structure, lutte aussi contre certains liens de dépendance, vis-à-vis des anciennes métropoles, qui gèrent ces pays dans la voie d'un développement national équilibré.

Dès lors une recherche économique soucieuse de l'intérêt africain s'orientera vers deux séries de problèmes : comment vaincre les obstacles internes qui s'opposent au progrès accéléré et équilibré de l'économie nationale; comment développer des relations économiques internationales en vue de mieux servir l'intérêt des économies africaines.

Ces deux séries de problèmes doivent être pris en considération lorsque l'Institut élaborera et exécutera ses projets de recherche; c'est à cette condition que ces projets éveilleront chez les Africains un intérêt réel.

23. La seconde condition à imposer à l'Institut comme ligne directrice de son activité de recherche est relative au contenu du programme de travail. La recherche à entreprendre, qu'il s'agisse de recherche fondamentale ou de recherche appliquée, doit être celle qui permet de mieux connaître les problèmes et les méthodes du développement économique et social d'un pays africain. En d'autres termes, pour les pays africains ayant opté pour la voie du développement économique par la planification, les études et recherches prioritaires sont celles qui éclairent les choix les plus urgents d'une politique rationnelle de développement.

Il est indiscutable que la recherche économique entreprise au cours de la période coloniale a laissé dans l'ombre bien des problèmes qui intéressaient le développement interne et équilibré des économies des pays dépendants. L'accession à l'indépendance de ces pays exige une réorientation des travaux de recherche économique et sociale.

Si l'on accepte cette règle selon laquelle la recherche doit être orientée vers la satisfaction des besoins de la planification, il en découlera un programme de travail pour l'Institut qui sera original par rapport aux programmes des centres de recherche établis en dehors de l'Afrique, et dont les résultats seront pleinement utilisables par les pays africains en quête de solutions à leurs problèmes spécifiques. Au cours des premières années de son activité et dans le but d'élaborer les matériaux nécessaires à la formation, l'Institut s'attachera notamment à réaliser des études comparatives et critiques sur les techniques de planification utilisées en Afrique: méthodes d'élaboration, priorités, contenu (investissements, niveaux de vie, accroissement de la productivité, de la production et de l'emploi); analyse critique comparant les projets et les résultats; conditions de réalisation des plans et programmes (mesures prises pour l'orientation des ressources, crédit, subventions et fiscalité, autofinancement dirigé, réforme budgétaire, mobilisation des masses rurales sous employées, etc.).

24. L'activité de recherche doit être considérée comme essentielle pour établir la réputation de l'Institut et lui permettre de développer ses autres activités (formation et service consultatif). Selon les recommandations du groupe d'experts qui s'est réuni en décembre 1961 (E/CN.14/ESD/18), un tiers du temps de travail du personnel de l'Institut devrait être consacré aux travaux de recherche. En fait, au cours de la première année, la recherche constituera l'essentiel de l'activité de l'Institut.

C. Le Service consultatif

25. Actuellement, plusieurs pays africains recourent pour l'élaboration de leurs plans et programmes aux services de sociétés d'études qui ont pullulé comme des champignons. Si quelques entreprises ont effectué leur mission avec succès, nombreuses sont celles qui ont enregistré de graves échecs.

La raison de ces échecs provient de ce que trop souvent les responsables de la planification n'ont pas su délimiter le champ précis des activités de ces sociétés qui, dès lors, ont été tentées de se substituer aux organismes nationaux pour formuler les plans.

A contrario, les rares succès enregistrés se sont produits dans les pays où les sociétés d'études ont été amalgamées aux organismes nationaux de planification, ou se sont contentées d'effectuer non des études générales mais des études particulières sur des sujets précis que les services gouvernementaux n'étaient pas capables de réaliser (enquêtes agricoles ou industrielles, enquêtes de consommation, études de projets spécifiques).

On n'insistera jamais assez sur le caractère politique de toute planification même de type libéral, qui implique la participation active et dirigeante des responsables nationaux lorsqu'il s'agit de formuler les voies et les moyens du développement. L'assistance technique, sous la forme d'experts ou de sociétés d'études, ne joue pleinement son rôle que dans le cadre d'une organisation nationale qui sait ce qu'elle veut et sait aussi l'exprimer en termes précis aux assistants techniques.

26. Les experts de l'assistance technique bilatérale ou internationale se heurtent souvent à la même difficulté que les sociétés d'études : leur mission n'est pas toujours formulée avec une précision suffisante qui permette d'évaluer le rendement, voire l'utilité de leur travail. Cette inadaptation de l'assistance technique aux structures nationales de la planification conduit à une dévalorisation du concept même de l'assistance technique qui, dans beaucoup de cas, a déçu les espoirs mis en elle par les jeunes Etats récemment promus à l'indépendance. Il n'est pas question ici de situer les responsabilités qui sont vraisemblablement partagées, mais de constater un mal auquel il faut remédier.

27. Le service consultatif de l'Institut devrait tendre à améliorer la situation dans ce domaine.

a) En premier lieu, la pratique de l'enseignement et la recherche donneront à l'Institut une connaissance concrète des situations locales et des facteurs de succès de l'entreprise de planification (volonté nationale de croissance économique, existence de cadres suffisamment formés, disponibilité d'un minimum de données statistiques, etc.) comme des obstacles qui s'opposent à une politique de planification.

b) Compte tenu de cette connaissance des situations locales, l'Institut sera en mesure de conseiller aux gouvernements la nature et la priorité des travaux à entreprendre pour initier ou renforcer l'effort de planification, ainsi que le genre d'assistance technique auquel il est utile de recourir.

c) Par conséquent, dans le cadre de la décentralisation des activités de l'assistance technique de l'O.N.U., qui va augmenter les responsabilités des commissions économiques régionales, le Secrétaire exécutif de la C.E.A. pourrait utiliser l'Institut non seulement pour l'informer des besoins réels des pays dans le domaine de l'assistance technique, mais aussi pour fournir des services consultatifs aux gouvernements.

28. En dehors du rôle d'intermédiaire et de conseiller qu'il pourra jouer auprès des gouvernements, l'Institut pourra aussi procurer à ces gouvernements des experts pris au sein de son personnel permanent ou spécialement recrutés à cet effet sur le marché international. Ces experts pourront, selon leur spécialité, remplir des missions d'études sur des sujets précis comme les experts des sociétés d'études (travaux de comptabilité nationale, préparation et direction d'enquêtes agricoles ou industrielles à réaliser par du personnel local, étude de projets spécifiques, etc.).

29. Il ne s'agit pas de systématiser a priori le travail qui sera dévolu au service consultatif de l'Institut. Comme pour l'enseignement et la formation, l'Institut devra procéder expérimentalement, par approches successives qui révéleront par la suite les formules d'intervention les plus appropriées et les plus efficaces. N'ayant pas de but lucratif, l'Institut se gardera d'entreprendre toute étude qui n'aura pas de chance sérieuse d'être pleinement utilisée par les gouvernements. La règle d'or du service consultatif serait d'insérer son action dans les structures nationales de planification lorsqu'elles existent; ou d'aider les pays à établir ou renforcer un organisme de planification.

III. Organisation de l'Institut

A. Etapes de croissance de l'Institut

30. Il est prévu de présenter le projet en décembre 1962 au Fonds Spécial des Nations Unies en vue de son financement. Certaines activités pourraient toutefois démarrer dès juillet 1962. A cette date, le directeur de l'Institut devrait être désigné et deux ou trois experts recrutés; ce personnel réduit s'attacherait à mettre sur pied l'organisation détaillée de l'Institut et à préparer ses premières activités, notamment les cours de formation. Une période de recherche et d'organisation (rassemblement des matériaux pour l'enseignement, préparation des cours, recrutement des stagiaires et du personnel) devrait donc précéder le fonctionnement effectif de l'Institut qui pourrait intervenir dans le courant du premier semestre de l'année 1963.

31. Après que le projet aura été approuvé par le Fonds Spécial et que le lieu du Siège de l'Institut aura été arrêté, les activités de l'Institut se développeront graduellement en fonction de la croissance des effectifs en personnel qui pourraient atteindre

25 personnes lors de la cinquième année. Un schéma de développement des activités de l'Institut au cours des cinq premières années a été suggéré par le groupe d'experts, lors de sa réunion de décembre 1964 (E/CN.14/ESD/18). Ce schéma a été établi en fonction de deux considérations : d'une part la nécessité d'une recherche préliminaire en vue de la préparation des cours de formation; d'autre part le recrutement préalable d'un personnel hautement qualifié sur lequel sera en fait bâtie la réputation de l'Institut. C'est pourquoi ce schéma a prévu pour les cinq premières années un nombre d'activités qui peut paraître modeste à première vue.

B. Recrutement du personnel de l'Institut

32. En dehors du personnel administratif nécessaire au fonctionnement de l'Institut, celui-ci devra recruter le personnel technique permanent, semi-permanent ou temporaire chargé d'entreprendre les activités de formation, de recherche et de consultation. Il semble prématuré, dans l'état actuel de l'étude du projet, de fixer un organigramme des services de l'Institut, tant que, notamment, les programmes de formation et de recherche n'auront pas été arrêtés dans leurs grandes lignes. Toutefois, dans une première phase, on peut prévoir l'établissement d'un petit nombre d'unités spécialisées comme par exemple : planification générale, agriculture, industrie et énergie, transports et communications, éducation et services sociaux, main-d'œuvre et formation professionnelle, investissement et budget, organisation administrative pour le développement, statistiques et comptes économiques. Ces unités pourront ultérieurement se multiplier en fonction du développement des activités de l'Institut.

On posera comme principe que tous les membres de chaque unité spécialisée s'adonneront aux trois activités de l'Institut (formation, recherche et consultation), chacun dans le domaine de sa spécialité.

33. Les sept gouvernements africains consultés en novembre 1961 ont unanimement recommandé de doter l'Institut d'un personnel très hautement qualifié et d'y associer le plus grand nombre possible d'Africains. C'est à cette condition en effet que des fonctionnaires ou étudiants africains seront attirés en nombre par cet Institut qui devra pour cela acquérir très rapidement une renommée internationale.

Or, le recrutement de spécialistes des questions de développement et de planification sera très difficile, parce que ces spécialistes ne sont pas nombreux sur le marché international et qu'ils sont sollicités de toutes parts par les instituts de développement existants ou en voie de création. Aussi le Secrétaire exécutif se propose-t-il de prendre contact le plus tôt possible avec les experts et personnalités susceptibles d'apporter à temps plein ou temporairement leur concours au projet.

34. S'agissant plus particulièrement des activités de formation, les experts ou professeurs susceptibles d'être recrutés peuvent se ranger en 3 catégories :

- a) professeurs ou experts très qualifiés chargés de l'enseignement sur le développement économique, les techniques de la planification générale et de la programmation sectorielle et les spécialités reliées à la planification (financement, organisation administrative, statistiques et comptabilité nationale, etc.);
- b) professeurs-assistants ou experts adjoints pour chacun des principaux cours, qui devraient être recrutés en priorité parmi les universitaires ou les fonctionnaires africains auxquels des contrats de moyenne durée pourraient être offerts;
- c) professeurs-visiteurs qui seraient invités à donner des cours de courte durée dans leur spécialité; ces professeurs devraient être choisis sur une très large base géographique de manière à donner à l'Institut une renommée internationale.

35. Avant d'entreprendre leurs cours de formation, il serait demandé au personnel permanent ou semi-permanent de l'Institut de s'adonner dans les pays d'Afrique à des recherches tendant à évaluer, critiquer et comparer les techniques et méthodes de planification utilisées dans ces pays. Le personnel du secrétariat de la Commission pourrait aussi apporter une contribution appréciable à ces recherches indispensables.

36. Lorsqu'il sera en mesure d'entrer en action sur une échelle relativement importante, le service consultatif pourrait être organisé selon le modèle des advisory groups qui ont fait leur preuve en Amérique latine. Ce service se composerait d'experts de l'Institut possédant des talents pratiques, avertis des réalités africaines et capables de travailler en équipe selon un plan coordonné. Les effectifs de ce service seront en constante évolution puisqu'il n'interviendra qu'à la demande des gouvernements; ces effectifs qui peuvent être modestes dans les premières années grossiront peu à peu au fur et à mesure que la demande exprimée par les pays croîtra.

C. Relations extérieures de l'Institut

37. L'Institut aura besoin d'être efficacement aidé par toutes les institutions nationales ou internationales intéressées au développement économique de l'Afrique pendant tout le temps qu'il n'aura pas atteint l'âge de maturité.

38. Les pays africains doivent avant tout fournir le support psychologique indispensable au démarrage des activités de l'Institut, cela sans préjuger de leur contribution financière au projet. Ce support moral devra se matérialiser non seulement par le patronage que les pays africains auront à donner au projet lorsqu'il sera soumis au Fonds Spécial, mais aussi par une participation active et continue aux activités de l'Institut. Dans cette perspective, on

pourrait suggérer, par exemple :

- a) que les centres de recherche économique et sociale et les centres de formation en matière de développement économique établis en Afrique soient affiliés à l'Institut qui les considérerait comme ses correspondants locaux. Lorsqu'une telle affiliation est acceptée par les deux parties, elle comportera l'obligation d'échange de documentation sur les travaux réalisés ainsi que la possibilité pour l'Institut de financer des recherches locales ou des activités de formation entreprises par un centre affilié;
- b) qu'un Conseil de perfectionnement soit institué auprès de l'Institut; ce conseil dont la tâche essentielle consisterait à conseiller le Directeur de l'Institut sur le programme des activités, pourrait grouper avec les représentants du secrétariat de la C.E.A., les Directeurs du Plan et les Directeurs de centres de recherche ou de formation économique et sociale des pays africains, ainsi que quelques professeurs ou chercheurs choisis en fonction de leur expérience africaine;
- c) que l'Institut présente annuellement un rapport de ses activités à la Commission afin que celle-ci soit informée des résultats obtenus et des difficultés rencontrées.

39. Les organismes internationaux (Bureau de l'Assistance technique, agences spécialisées, Banque internationale et Fonds monétaire) devraient aussi exprimer leur intérêt au projet en s'efforçant de coordonner leurs activités en matière de développement économique avec celles de l'Institut. On notera à ce propos que la Banque internationale a créé le 1er novembre 1964 un nouveau département chargé de fournir aux pays membres des conseillers en matière de préparation et d'exécution des plans de développement; l'Institut devra donc prendre contact avec la Banque afin d'éviter tout double emploi possible dans ce domaine. Par ailleurs, dans le cadre de la

décentralisation de l'Assistance technique des Nations Unies, l'Institut peut jouer un rôle de tuteur sur les activités des experts détachés dans les organismes de planification des pays d'Afrique, et être consulté sur les demandes d'assistance technique formulées par ces pays dans le domaine du développement économique. Tous ces problèmes de coordination des activités d'assistance technique des organismes internationaux pourraient être évoqués lors de la prochaine session de la Commission, afin de renforcer la coordination régionale des activités internationales.

40. Enfin, l'Institut sera appelé à entretenir des relations suivies avec les institutions nationales extérieures à l'Afrique qui s'intéressent aux problèmes économiques de ce continent : centres de recherches, instituts de formation, fondations, etc. . Lors d'une récente réunion des Directeurs d'instituts de développement des pays membres de l'OECD tenue à La Haye, l'idée a été suggérée d'un patronage des Instituts des régions en voie de développement par ceux des pays développés. Il serait préférable d'envisager plutôt une coopération entre ces deux catégories d'instituts, car si les premiers peuvent apporter leur expérience en matière d'enseignement et de recherche, les seconds peuvent apporter une connaissance plus concrète des situations et conditions qui prévalent dans les économies sous-développées.

D. Localisation du projet

41. L'Institut étant placé sous les auspices de la C.E.A., il est reconnu que des contacts étroits devraient être établis entre l'Institut et le secrétariat de la Commission, spécialement durant les premières années de fonctionnement de l'Institut qui aura besoin d'un soutien technique continu de la part des différentes Divisions du secrétariat; de tels contacts seraient plus facilement assurés si l'Institut était établi au siège même de la Commission

ou dans l'une des capitales africaines qui seront choisies comme sièges d'offices sous-régionaux de la Commission. Mais d'un autre côté, il faudra tenir compte d'autres critères pour le choix du siège de l'Institut : critères d'environnement qui postuleraient que l'Institut serait basé dans un pays où existent à la fois une université dynamique et des structures favorables à la planification.

Un compromis pourrait être trouvé entre ces deux exigences; il consisterait à entreprendre au siège de la Commission les premières tâches d'organisation de l'Institut (recrutement du personnel, élaboration des programmes de formation et de recherche, etc.), et ensuite à fixer définitivement le siège de l'Institut dans une capitale africaine offrant des structures d'accueil favorables au développement de ses activités.

IV. Conclusion

42. Le présent document de travail a soulevé un certain nombre de questions dont on trouvera ci-après une liste et sur lesquelles il serait utile de recueillir les observations des membres du Groupe de travail. Ces observations aideront le secrétariat à poursuivre l'étude du projet avec le souci de tenir compte des besoins et des désirs exprimés par les responsables africains de la planification.

Questions importantes

- a) Quelle est la nature exacte des plans ou programmes de développement actuellement en préparation ou en exécution dans votre pays ?
- b) Nombre, qualité et origine des fonctionnaires nationaux ou des experts étrangers actuellement engagés dans les travaux de planification, soit dans les organismes centraux soit dans les départements spécialisés.

- c) Perspective de développement des effectifs, des services de planification au cours des cinq prochaines années.
- d) Existe-t-il dans votre pays un programme de formation d'économistes planificateurs ? Effectif des stagiaires et formules d'enseignement utilisées.
- e) Nombre et qualité des stagiaires (fonctionnaires, étudiants) susceptibles d'être désignés par votre pays pour suivre les cours de formation de l'Institut (cours de 3 mois, cours de 9 mois).
- f) Nature et étendue des activités de formation qui pourraient être organisées dans votre pays par l'Institut au titre de ses activités décentralisées; facilités locales offertes et contribution attendue de l'Institut.
- g) Si un travail de recherche sur les techniques et méthodes de planification devait être effectué par l'Institut dans votre pays, quel programme de travail proposeriez-vous et quelle serait la durée de ce programme ?
- h) Quels sont dans votre pays les centres de recherche économique et sociale susceptibles d'être affiliés à l'Institut ?
Même question pour les centres de formation en matière de développement économique et social.
- i) Quand et de quelle manière le service consultatif de l'Institut pourrait-il intervenir dans votre pays ?

.